

OGM, les parlementaires américains refusent l'étiquetage obligatoire des aliments

Circulez, il n'y a rien à voir ! Voilà résumé le message contenu dans un texte voté jeudi 23 juillet par la Chambre des représentants.

La majorité des parlementaires américains ont décidé que les entreprises agroalimentaires n'auraient pas à indiquer si leurs produits contiennent des organismes génétiquement modifiés (OGM).

Cette loi est votée alors que depuis plusieurs mois le débat est intense dans plusieurs Etats entre le lobby de l'industrie agroalimentaire et plusieurs associations de consommateurs et de groupes de défense de l'environnement, qui réclament plus de transparence sur le sujet.

Le texte a été adopté par 275 voix pour contre 150, 45 démocrates s'étant ralliés à la majorité républicaine.

Pour les lobbys de l'agro-industrie, il s'agit d'une victoire. Depuis des années, ils affirment que les OGM ne représentent aucun danger et qu'un étiquetage obligatoire renchérirait les prix des produits de façon inutile.

« *La réalité, c'est que la biotechnologie a prouvé de multiples fois que les OGM sont sûrs*, a expliqué le rapporteur du projet, le républicain Mike Pompeo, à l'issue du vote. *Nous ne devons pas augmenter les prix pour les consommateurs sur la base des envies d'une poignée de militants.* »

On comprend ces réticences lorsqu'on sait qu'aux Etats-Unis, d'après les industriels, 75 % à 80 % des aliments emballés contiennent des OGM.

Savoir ce que les consommateurs achètent

De leur côté, les associations s'inquiètent des effets d'un herbicide largement utilisé pour les cultures OGM, le glyphosate.

Des résidus de pesticide ont été détectés dans les aliments, alors que, selon l'Organisation mondiale de la santé (OMS) le glyphosate est « *probablement cancérigène* » pour les humains.

Dans ce contexte, les associations de consommateurs affirment que les gens ont le droit de savoir ce qu'ils ont dans leur assiette. « *Quel est le problème à laisser les consommateurs savoir ce qu'ils achètent ?* », s'est interrogé le représentant démocrate du Vermont, Peter Welch, au cours des débats.

Cet Etat est aujourd'hui le seul à avoir légiféré pour obliger les fabricants à étiqueter leurs produits contenant des OGM.

Le Maine et le Connecticut y sont également favorables, mais ils attendent que les Etats voisins leur emboîtent le pas.

En juillet 2013, un sondage réalisé à la demande du *New York Times* indiquait que les trois quarts des personnes interrogées exprimaient des inquiétudes sur la présence d'OGM dans leur alimentation.

Une grande majorité d'entre eux (93 %) estimaient qu'il était impératif d'en identifier la présence. En décembre 2014, une nouvelle enquête d'opinion Associated Press-Gaff montrait que les deux tiers des Américains étaient favorables à l'étiquetage.

Mais, paradoxalement, à chaque fois que les Américains ont été amenés à se prononcer dans les urnes sur le sujet, la mesure a été systématiquement repoussée, à l'exception notable du Vermont.

Ce fut le cas en 2013 en Californie et dans l'Etat de Washington, tandis qu'à l'automne 2014, lors des élections de mi-mandat, le Colorado et l'Oregon ont également voté contre l'obligation d'indiquer la présence d'OGM.

Il faut dire que sur ces cinq scrutins, le lobby favorable aux OGM a dépensé plus de 100 millions de dollars pour faire valoir ses arguments.

Pour que le texte adopté jeudi devienne une loi, il faut maintenant que le Sénat adopte son propre texte, qui serait en cours de préparation.

Source : http://www.lemonde.fr/ameriques/article/2015/07/24/ogm-les-parlementaires-americains-repoussent-l-etiquetage-obligatoire-des-aliments_4696206_3222.html#qJHLq7kWtlowb6eG.99